

L'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août 1990, et ses gigantesques retombées régionales et mondiales [voir article dans la section « Questions stratégiques »] restera comme un tournant majeur de l'histoire irakienne.

La réaction occidentale a été immédiate. Le 6 août, le Conseil de sécurité de l'ONU décidait d'un embargo commercial, financier et militaire. Le 7, les États-Unis lançaient l'opération *Bouclier du désert*, rassemblant des moyens militaires considérables en Arabie saoudite, et réunissant bientôt une coalition de trente-deux pays, dont l'Égypte et la Syrie. Les opinions publiques arabes prendront d'une manière générale parti pour l'Irak [voir article au chapitre « Conflits et tensions »]. Le 17 janvier 1991, les coalisés entreprendront des bombardements intensifs (opération *Tempête du désert*), l'Irak ripostant par des tirs de missiles sol-sol SCUD contre Israël et l'Arabie saoudite. L'offensive terrestre anti-irakienne, déclenchée le 24 février, durera 100 heures. Les forces irakiennes ayant reflué et libéré le Koweït, les hostilités seront suspendues le 28 février.

Économie de guerre en temps de paix

Saddam Hussein avait certes mal calculé les risques d'une riposte américaine musclée. Les propos pour le moins ambigus tenus le 25 juillet 1990 par l'ambassadeur américain à Bagdad, April Glaspie, lors de sa rencontre avec le chef de l'État irakien (selon lesquels les États-Unis n'étaient pas concernés par un conflit entre deux États arabes, propos confirmés de bonne source américaine après le conflit) et les déclarations complaisantes de représentants du département d'État jusqu'au 30 juillet ont pu aggraver cette mauvaise appréciation.

Mais le motif principal de l'agression a probablement été d'ordre financier. Ayant mené huit ans de guerre contre l'Iran (1980-1988), le pays était exsangue. La seule dette civile dépassait 27 milliards de dollars à la fin 1989, avec un rapport service de la dette/PNB de 8 % environ; la dette militaire en Occident avoisinait les 16 milliards de dollars. Bagdad, fort du « service » qu'elle avait cru avoir rendu à l'Occident et à ses protégés du Golfe face au khomeïnisme, pensait pouvoir leur arracher une période de grâce qui lui permettrait de reconstruire un « matelas financier » d'au moins 10 milliards de dollars et ne recommencer à rembourser ses dettes qu'à l'horizon 1994-1995, date alors retenue pour la remontée des prix pétroliers. Mais cette stratégie n'a pas reçu l'accueil espéré de la part de créanciers comme la France, l'Italie ou le Japon. En outre, les banques commerciales du Golfe se sont montrées réticentes à l'idée d'accorder des prêts à l'Irak sous une garantie de leurs gouvernements respectifs.

Cette situation, marquée par des prix pétroliers très bas et l'attitude des pays du Golfe et des Occidentaux, a exaspéré les dirigeants irakiens qui n'ont vu partout qu'« ingratitude ». Les ambitieux projets militaires (13 milliards de dollars de dépenses en 1989) et industriels du régime ne pouvaient en effet évidemment pas aller de pair avec une facture alimentaire externe de 850 millions de dollars en 1989, une croissance démographique de 3,5 % par an et le retour de centaines de milliers d'Irakiens à la vie civile.

Le régime semblait conduire l'économie civile à vue. Le retour sélectif à une politique de prix fixes, au printemps 1990, a entraîné des pénuries soudaines sur le marché et des risques de troubles sociaux (des cas de banditisme aggravé et d'attaques contre les immigrés se sont multipliés en 1989-1990) qui ont été souvent le fait de militaires rendus à l'état civil et, pratiquement, au chômage). Le népotisme régnait en matière de privatisations, aboutissant au transfert de la propriété publique à des « clients » du régime. Bref, un pouvoir aussi autoritaire ne pouvait pas imposer une économie de guerre en temps de paix sans courir de grands risques.

Piégé au Koweït par ses mauvais calculs diplomatiques, par le gel des avoirs koweïtiens à l'étranger (ce qui le privait de l'enjeu principal de sa conquête), par son propre vocabulaire enfin (qui, pensait-il, lui interdisait de se retirer avant la date fatidique du 15 janvier fixée par la résolution de l'ONU, sans remettre en cause son pouvoir à Bagdad) Saddam Hussein a simplement décidé d'encaisser les coups. À défaut de stratégie militaire, il a choisi de ne pas combattre, de ne pas susciter de riposte américaine fatale (en relâchant les otages occidentaux, en n'ayant recours ni à ses armes chimiques ni au terrorisme et en se gardant d'attaquer frontalement l'Arabie saoudite). Il s'est efforcé de conserver l'essentiel de ses troupes disponibles pour l'inévitable phase de troubles internes qui suivrait. La perte d'une bataille « nationale » était du coup moins grave que la chute éventuelle du régime.

La « raison de régime » avant la raison d'État

Le régime pourrait-il survivre au retrait du Koweït ? Par quels moyens le remplacer ? La conjonction des oppositions kurde et chiite pouvait-elle déboucher sur une alliance ?

Pour répondre à ces questions, il fallait s'interroger sur la crédibilité des alternatives politiques et sur la nature du pouvoir irakiens. Intéressés par la chute du potentat, les dirigeants de la coalition n'ont pourtant pas semblé se poser ces questions.

L'acharnement contre la personne du dictateur aura compensé l'absence de réflexion réelle sur cette société fortement segmentée, sur une relation État-parti de nature quasi stalinienne et sur Saddam, moins dictateur isolé que clé de voûte d'un régime vieux de vingt-trois ans et fort de quelques centaines de milliers de « clients » dont le sort était organiquement lié au sien.

Pour sa part, le régime irakien savait une alternative démocratique impossible à mettre en place, et ne la craignait guère. Sur quoi reposait ce régime ? Sur un monocrate ? Sur un clan marqué par ses origines géographiques et sa confession (les sunnites du Nord-Ouest) ? Ou sur un parti moderne fortement structuré (le Baas) ? Le pouvoir personnel, charismatique et terrifiant de Saddam Hussein était effectivement servi par la présence de ses proches parents à la tête d'une kyrielle de services de sécurité mais aussi par le fait que l'Irak était pratiquement le seul pays de la région où un parti moderne (unique bien sûr) était une courroie effective de gouvernement, un contrepoint aux militaires de profession, un riche vivier de cadres et un instrument d'intégration nationale. Était sunnite, Saddam ne faisait que perpétuer une apparente anomalie aussi vieille que l'Irak lui-même.

Cette minorité ne l'était pas vraiment puisqu'elle était aussi sunnite que les Kurdes et aussi arabe que les chiites. Elle se posait donc naturellement comme garant de l'unité nationale et de l'équilibre entre des groupes appartenant à des catégories définies par des clivages ethniques et confessionnels.

Par ailleurs, l'alliance entre une opposition politique chiite visant à investir le pouvoir dans la capitale et une opposition kurde visant, au contraire, à un désinvestissement de la région Nord du pays par cette même capitale était virtuellement impossible.

Des populations victimes et meurtries

La coalition occidentale a pourtant encouragé les opposants à se soulever dès l'annonce du cessez-le-feu, le 3 mars 1991. Il en est résulté une guerre civile de plus de six semaines. La répression du soulèvement des chiites du Sud a peut-être fait plus de victimes civiles que la guerre proprement dite (les estimations les plus réservées parlent de 30 000 tués dans le Sud, dont au moins la moitié dans la seule ville de Nadjaf). Le Kurdistan, insurgé, n'a été autonome, en avril, que pour quelques jours; l'armée, en reprenant le contrôle du terrain, suscita une fuite en masse d'une partie de la population kurde, suivie d'une

nouvelle intervention occidentale dans le Nord de l'Irak [voir article au chapitre « Conflits et tensions »].

Les réactions occidentales ont ensuite été hésitantes, voire contradictoires, marquées par l'ingérence effective en Irak et le vœu de voir Saddam Hussein tomber. L'opposition kurde a connu des tiraillements concernant un éventuel accord avec Saddam. La tentation d'un compromis a été d'autant plus forte que les dirigeants kurdes saisissaient sans peine l'aspect instrumental de leur cause pour les alliés. L'opposition

chiite était quant à elle encore plus divisée. Washington a, pour sa part, dépassé son hostilité première et a décidé d'établir des contacts avec elle, si cette dernière se révélait être un levier utile contre Saddam.

C'est en principe parce qu'ils doutaient de l'efficacité des sanctions économiques que les Américains avaient choisi l'option militaire.

Après le cessez-le-feu, Washington a fait pression pour obtenir que l'Irak réserve 50 % de ses recettes pétrolières à titre de dommages de guerre. Cela a été jugé excessif, notamment par les Chinois et les Soviétiques et l'accord s'est fait sur le seuil de 30 %. Mais nul ne pourra défendre dans l'opinion publique arabe le remboursement indéfini de dommages à un pays aussi bien doté que le Koweït. En attendant, les sanctions ont pénalisé les plus démunis. Le maintien des sanctions a aussi posé un problème éthique. Le rapport de M. Ahtissari (envoyé de l'ONU) en mars 1991 a donné de l'Irak défait une idée extrêmement alarmante, évoquant même « un retour à la société pré-industrielle » et celui des médecins de la mission de l'université Harvard (juin 1991) a estimé possible la mort de 150 000 enfants avant la fin 1991. Pour sa part, Sadruddin Agha Khan, au retour d'une mission effectuée pour le compte de l'ONU, a dressé, fin juillet, un tableau saisissant du désastre irakien, plaçant avec passion la nécessité de lever au moins partiellement les sanctions, punition trop lourde pour la population. Son rapport soulignait la sous-alimentation et les risques d'épidémies, notamment pour les groupes les plus vulnérables : bébés, personnes âgées, réfugiés.

DÉMOGRAPHIE, CULTURE, ARMÉE

INDICATEUR		UNITÉ	1970	1980	1990
Démographie	Population	million	9,36	13,29	18,92
	Densité	hab./km ²	21,5	30,6	43,5
	Croissance annuelle	%	3,2 ^a	3,7 ^b	3,5 ^c
	Indice de fécondité (ISF)		7,1 ^a	6,8 ^b	6,4 ^c
	Mortalité infantile	% _∞	103,5	80,0	62,5
	Espérance de vie	année	55,0	61,9	65,0
	Population urbaine	%	56,2	66,2	71,3
Culture	Analphabétisme	%	40,3
	Nombre de médecins	% _∞ hab.	0,31	0,56	0,55 ^g
	Scolarisation 12-17 ans	%	36,1	65,4	58,0
	Mortalité infantile 3 ^e degré	%	..	9,3	13,8 ^d
	Postes tv	% _∞	37	49	68 ^d
	Livres publiés	titre	135 ^e	182 ^f	..
Armée	Marine	millier d'h.	2	4,25	5
	Aviation	millier d'h.	7,5	38	40
	Armée de terre	millier d'h.	85	200	955 ^h

a. 1965-75; b. 1975-85; c. 1985-90; d. 1988; e. 1973; f. 1981; g. 1987; h. Ces effectifs ne tiennent pas compte des changements intervenus à l'occasion de la guerre du Golfe, notamment des pertes du début 1991.

COMMERCE EXTÉRIEUR *

INDICATEUR	UNITÉ	1970	1980	1990
Commerce extérieur ⁽¹⁾	% PIB	29,1	38,1	19,0 ^b
Total imports ⁽¹⁾	milliard \$	0,51	13,94	5,10
Produits agricoles	%	21,6	13,8 ^c	23,5 ^b
Produits miniers et métaux	%	1,4	1,5 ^c	..
Produits manufacturés	%	75,3	84,4 ^c	..
Total exports ⁽¹⁾	milliard \$	1,53	26,28	8,50
Produits agricoles	%	4,2	0,8 ^c	0,6 ^d
Produits énergétiques	%	94,6	98,6 ^c	98,6 ^d
Produits manufacturés	%	1,0	0,5 ^c	0,4 ^d
Principaux fournisseurs ⁽¹⁾	% imports			
PCD		52,9	61,6	60,0 ^b
CEE		35,1	41,9	33,4 ^b
PVD		46,9	38,2	33,7 ^b
Principaux clients ⁽¹⁾	% exports			
PCD		74,1	77,8	48,3 ^b
CEE		66,1	44,3	23,6 ^b
PVD		24,9	20,0	36,9 ^b

(1) A compter d'août 1991, l'Irak a été en situation de guerre et soumis à embargo international. a. Marchandises; b. 1989; c. 1978; d. 1986.

ÉCONOMIE

INDICATEUR	UNITÉ	1970	1980	1990
PIB	million \$	3 505	52 749	66 190 ⁱ
Croissance annuelle	%	10,8 ^a	-7,7 ^b	..
Par habitant	\$	374	3 969	3 621 ⁱ
Structure du PIB				
Agriculture	%	16,0	5,0	16,0 ^a
Industrie	% } 100 %	43,0	73,0	44,0 ^a
Services	% } 100 %	41,0	22,0	40,0 ^a
Dettes extérieures ^a	million \$..	2,5	80 ^h
Taux d'inflation	%	7,5 ^h	16,2	45,0
Population active	million	2,39	3,55	5,12
Agriculture	%	47,1	30,4	13,7 ^d
Industrie	% } 100 %	21,8	22,1	19,0 ^d
Services	% } 100 %	31,1	47,5	67,2 ^d
Dépenses publiques				
Éducation	% PIB	6,1	2,6	1,2 ^c
Défense	% PIB	12,1	6,9 ⁱ	6,0
Production d'énergie	million TEC	295,2	117,6	188,7 ^c
Consommation d'énergie	million TEC	5,7	10,7	13,0 ^c

a. 1970-80; b. 1980-87; c. 1988; d. 1987; e. 1985; f. 1989; g. Estimation; h. 1971; i. 1979; j. Dont Dette civile : 27,0.

BIBLIOGRAPHIE

- M. EISENDADT, *Iraq's Strategic Weapons*, Washington Institute, 1990.
- A. GRESH, D. VIDAL, *Golfe. Clefs pour une guerre annoncée*, Le Monde Éditions, Paris, févr. 1991.
- « L'Irak, le pétrole et la guerre », *Peuples méditerranéens*, n° 51, Paris, 1991.
- S. AL-KHALIL, *Irak, la machine infernale*, Lattès, Paris, 1991.
- « Le Golfe en feu » (dossier), *Le Monde Diplomatique*, Paris, mars 1991.
- « L'invasion du Koweït, opinions arabes », *Maghreb-Machrek*, n° 130 (spéc.), La Documentation française, Paris, 4^e trim. 1990.
- J. MILLER, L. MYRLOIE, *Saddam Hussein*, Presses de la Cité, Paris, 1990.
- G. SALAMÉ, « Un petrodinar belligère », *Maghreb-Machrek*, n° 133, La Documentation française, Paris, 3^e trim. 1991.
- P. SALINGER, É. LAURENT, *Guerre du Golfe, le dossier secret*, Olivier Orban, Paris, 1991.
- Voir aussi la bibliographie « Guerre du Golfe » dans la section « Questions stratégiques » et les bibliographies de la section « Proche et Moyen-Orient ».